

Les ambiguïtés de « Turquoise »

Organisée en pleine période de cohabitation à Paris, cette intervention a sauvé des rescapés tutsis du génocide mais a aussi permis à de nombreux assassins de s'enfuir.

Fin juin 1994, c'est la cohabitation : François Mitterrand est toujours à l'Élysée, Édouard Balladur est à Matignon. Paris décide d'intervenir au Rwanda et lance, trois mois après le début du génocide, l'opération « Turquoise ». En tout, deux mille cinq cents hommes sont engagés.

PAR ARNAUD DE LA GRANGE

Lancés en éclaireurs, les soldats d'élite de l'armée française – COS, GIGN, paras... – déploient un impressionnant arsenal. Derrière, les autres unités ne manquent pas non plus de moyens : mortiers lourds, lance-roquettes, munitions en abondance...

A priori, « Turquoise » est une opération humanitaire. Pourquoi donc déployer un tel arsenal ? La réponse tient en quelques mots extraits, d'un document officiel et confidentiel. C'est un officier français qui parle : « Nous avons le souci (NDLR : pendant l'opération « Turquoise ») de distinguer l'information concernant les opérations humanitaires des autres relevant du secret militaire. »

Comme « Noroit », « Turquoise » est une opération à double-volet. L'« humanitaire » est affiché officiellement, le « secret militaire » ne devrait pas avoir de raison d'être.

Il est là pourtant. « Dans les premiers jours de « Turquoise », raconte un officier qui tient à garder l'anonymat, nous avons eu l'ordre d'avancer sur Butare. A ce moment-là, nos instructions étaient très claires : il était envisagé d'aller jusqu'à Kigali (NDLR : à cette époque, la capitale rwandaise est en train de tomber aux mains de la rébellion). Ces ordres ont été annulés au tout dernier moment. »

Cette déclaration d'un offi-

cier français est confirmée par un haut responsable politique de l'époque : « C'est vrai, dit-il, peu après le début de « Turquoise », nous avons été à un cheveu de nous engager. »

« Turquoise », à l'origine, n'était donc pas neutre. Consulté par l'état-major lors du montage de l'opération, le chercheur Gérard Prunier se souvient d'avoir croisé, dans les couloirs du ministère de la Défense, quelques faucons anti-rébellion. En revanche, tient-il à préciser, le général Mercier – alors chef d'état-major de l'armée de terre – n'avait, lui, « aucune idée derrière la tête ».

Mal engagée, l'opération « Turquoise » restera marquée par l'ambiguïté. Certains politiques et militaires vont agir, mûs par leur conscience. Mais d'autres manœuvreront en sous-main.

Accusations « injustes »

D'où la polémique. Qui fera terriblement mal à l'armée française. L'opération « Turquoise » a été lancée alors que la France venait de se réconcilier avec l'institution militaire.

Les opérations menées avec la bénédiction de l'ONU, au Cambodge et en Somalie, le prix du sang payé en ex-Yougoslavie avaient renforcé le lien armée-nation. A Noël, des milliers de collégiennes adressaient des lettres ou des cadeaux aux soldats français cantonnés en Bosnie...

Or, avec « Turquoise », voilà que l'armée française est accusée d'avoir campé avec le diable sur les collines du Rwanda. Un officier qui a participé à l'opération juge ces accusations « injustes mais compréhensibles ». « Injustes »,

dit-il, car la plupart des hommes participant à « Turquoise » ont le sentiment d'avoir été « propres et utiles ». « Compréhensibles », car l'opération ne pouvait s'affranchir des précédentes interventions françaises au Rwanda, très contestées.

Les 2 500 soldats français n'ont pas tous vécu la même opération. Au Zaïre, à Bukavu et Goma, les soldats déployés en base-arrière ont dû se transformer en fossoyeurs quand l'épidémie de choléra a décimé les camps de réfugiés hutus. Lorsqu'ils quitteront le Zaïre, ces militaires auront enterré plus de 20 000 cadavres. Ceux-là n'ont pas accompli de hauts faits d'armes, mais tutoyé l'horreur. Simultanément, il y a « Turquoise-Rwanda ». C'est ce volet de l'opération qui nourrit la controverse. En créant une « zone humanitaire sûre » (ZHS) dans le sud-ouest du pays, la France est soupçonnée d'avoir couvert la fuite vers le Zaïre des assassins et de leurs commanditaires politiques.

A la fin de juin 1994, dans les avions qui les emportent vers l'Afrique des Grands Lacs, légionnaires et marsouins des troupes de marine sont persuadés qu'ils devront se battre contre les rebelles du FPR, « l'ennemi de quatre ans », diabolisé dans les synthèses de renseignement qu'ils ont pu lire. « On pensait que la rébellion allait nous attaquer, que nous allions devoir aller au feu », confie un jeune commandant. Pour cela, les hommes de « Turquoise » ont emporté un armement lourd qui a inquiété la guérilla, informée – au compte-gouttes – des préparatifs français.

De fait, il y aura des accrochages, mais très peu : « C'est arrivé pendant la première

quinzaine de juillet », reconnaît le même officier.

Au retour de sa mission, un autre ancien de « Turquoise », le lieutenant-colonel Jacques Hogard, faisait remarquer que l'essentiel de son activité avait été de « sécuriser » la « zone humanitaire sûre », c'est-à-dire stopper les milices de meurtriers hutus. « Ma mission était claire : faire cesser les massacres et les règlements de compte, par tous les moyens, y compris la force. »

« Je pense que la meilleure preuve de notre neutralité, elle est là », lance un autre officier. Il sort deux coupures de presse. Dans la première, un envoyé spécial du Figaro raconte comment, au début de l'opération, les soldats français ont été chaudement accueillis par des miliciens. Ecœuré, l'un des militaires déclare au reporter : « J'en ai marre d'être acclamé par des assassins. »

Dans la deuxième dépêche, rédigée un mois plus tard, un journaliste du Monde relate les propos d'un soldat rwandais en fuite : « Il y a un mois, on a accueilli les Français avec des fleurs. Maintenant, on le regrette, ils ne nous ont pas aidé contre la rébellion. »

Les soldats français n'ont globalement pas porté assistance aux assassins, mais ils ne les ont pas non plus arrêtés. Certains font le procès à l'armée française de cette passivité. « Encore une fois, ce n'était pas notre mission », explique un officier.

Pour rétablir un semblant d'ordre, les militaires français ont dû commencer par s'appuyer sur les autorités en place. « Je suis allé voir le préfet de Cyangugu pour lui ordonner d'user de son influence afin de calmer les extrémistes », raconte un officier. Il m'a traité de néo-colonialiste. Je lui ai ré-

pondu : « Prenez-le comme vous voulez, mais arrêtez vos C... ! » »

Par la suite, les officiers français se sont attachés à promouvoir des personnalités locales modérées. « Quant à enquêter sérieusement pour réunir des preuves sur les massacres, nous n'en avons pas les moyens, remarque l'un de ces militaires, il aurait fallu une opération d'une bien plus grande envergure. »

15 000 vies sauvées

Comparé aux 800 000 morts du génocide, le bilan de « Turquoise » paraît maigre. Pourtant, lorsqu'ils se retirent fin août, les soldats ont sauvé au moins 15 000 vies : celles des Tutsis réfugiés dans les camps protégés par l'armée française. Soupir d'un colonel : « Nous en aurions sauvé des dizaines de milliers d'autres, si nous étions restés après « Amaryllis ». »

« Amaryllis. » Ce nom de code est toujours en travers de la gorge de nombreux militaires. Il désigne l'opération d'évacuation des ressortissants français menée trois jours après l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana. Entre le 9 et le 12 avril, de jeunes parachutistes ont été forcés d'assister, passifs, au massacre de Tutsis débarqués par les miliciens des convois escortés par les unités françaises. C'étaient les ordres et ils n'étaient pas beaux. « Faire le tri, parmi le personnel de l'ambassade de France, entre Hutus et Tutsis, est-ce digne d'un pays comme le nôtre ? », s'insurge un officier indigné : « Et dire que, dans le même temps, on exfiltrait des dignitaires extrémistes du régime. »

A. L. G.



DAKAR ACCUEILLE CLINTON « L'AFRICAIN »
Dakar par le président Abdou Diouf, Bill Clinton par le président français Jacques Chirac. « Clinton l'Africain » : c'est par ce titre que le président américain a été salué la venue du président américain au Sénégal africain, le seul pays francophone à son programme. Un haut responsable américain a indiqué qu'il s'agissait de la visite de M. Clinton « ne soit en aucune manière les Etats-Unis et la France, ce que certains ont suggéré. La Maison-Blanche a expliqué le choix d'un pays francophone, l'Ouganda, l'Afrique du Sud et le Botswana belge qui se situe aujourd'hui dans l'orbite américaine. L'impression d'exclure près de la moitié du continent africain est évitée. »